



FÉDÉRATION NATIONALE DE LA LIBRE PENSÉE

Membre de

l'Association Internationale de la Libre Pensée (AILP)

10/12 rue des Fossés-Saint-Jacques 75005 PARIS

Tél. : 01 46 34 21 50

libre.pensee@wanadoo.fr - <https://www.fnlp.fr>

- Discours symbolique pour un 1^{er} mai Militant -

La Commune de Paris
appartient au Mouvement ouvrier et démocratique
Le Mur des Fédérés
est la propriété des travailleurs

Cette année 2020 est bien particulière, le traditionnel rassemblement devant le **Mur des Fédérés** au Père Lachaise n'aura lieu que virtuellement, avec la **CGT-FO**, la **CGT**, la **FSU**, l'**UNEF** et la **Libre Pensée**.

La **Fédération nationale de la Libre Pensée** rend donc publique cette déclaration à l'occasion du 1^{er} Mai 2020. Elle salue les héroïques combattants de la **Commune de Paris**.



Amis, Citoyens, Compagnons et camarades,

Il y a **149 ans**, le prolétariat parisien montait à l'assaut du ciel contre la réaction, le cléricisme et le Vieux-monde. Pendant deux mois, une semaine et quelques jours, la classe ouvrière dressait le programme révolutionnaire enfin d'un véritable gouvernement ouvrier du peuple, pour le peuple, par le peuple, c'était « *la forme enfin trouvée* » du gouvernement du prolétariat (**Marx**)

La **Commune de Paris** interdisait le travail de nuit, luttait contre l'exploitation capitaliste, fondait l'Ecole laïque et décrétait, pour la deuxième fois dans l'histoire du pays, la **Séparation des Eglises et de l'Etat**. Son œuvre fut immense et a ouvert le chemin aux peuples du monde.

Le Mur des Fédérés appartient au Mouvement ouvrier

La Commune de Paris s'acheva au Père Lachaise, lors de la *Semaine sanglante*, au **Mur des Fédérés** où les *Communards* furent assassinés par la barbarie versaillaise. Le mouvement ouvrier a toujours été avec la **Commune de Paris** et son héritage, quand tant d'autres étaient à Versailles au nom de la « *concorde nationale* ».

Alexandre Dumas disait qu'« *il était permis de violer l'Histoire, à condition de lui faire de beaux enfants* », la réécriture de l'Histoire par certains ralliés tardifs, voire très tardifs, a produit un bâtard issu de la copulation contre nature de la réaction versaillaise et d'un certain « *Humanisme* ».

Rappelons que les aïeux de ces « *écrivains* » de la réécriture de l'Histoire étaient tous à Versailles en 1871 et qu'ils condamnaient ceux des leurs qui avaient eu le courage et l'audace de se joindre aux *Communards*.

Hier, comme aujourd'hui

Les tenants du Vieux-monde, de l'Eglise et du capitalisme veulent faire tourner la roue de l'Histoire à l'envers. Ils entendent détruire tous les acquis sociaux sur l'autel des intérêts du patronat. Comment ne pas voir que les libertés démocratiques disparaissent sous tous les prétextes possibles et que le seul avenir qui est offert à la jeunesse est l'embrigadement par le SNU ?

Comment ne pas être indignés et saisis d'effroi quand on voit les manifestations de superstition de l'Eglise catholique à travers le pays, souvent en présence d'Elus de la République qui foulent aux pieds la Séparation des Eglises et de l'Etat, et qui processionnent, s'agenouillent et communient devant des emblèmes tout droit sortis des sacristies et des tabernacles du Moyen-Âge ? La superstition et la réaction sont de nouveau unies contre la science et le progrès humain.



Limoges - L'évêque de Limoges a exceptionnellement sorti en ostension dimanche le crâne de saint Martial, saint patron de la ville, relique dont l'invocation aurait miraculeusement guéri des malades d'une épidémie au Xe siècle, pour contrer le Covid-19 par des "moyens surnaturels".

Utilisant la pandémie du **Covid 19** qu'ils sont incapables de juguler et d'en protéger la population, car ils ont liquidé depuis des années des pans entiers du service public hospitalier, le gouvernement s'en prend aux acquis sociaux de salariés pour satisfaire au mieux les intérêts

du patronat. A tel point, que la **Fédération FO de l'enseignement** a été obligée de rappeler que l'École publique n'avait pas pour vocation d'être la garderie du **MEDEF**.

Outre le scandale du non-renouvellement des masques, si le nombre de lits à disposition n'était pas passé de 450 000 à 250 000 de 2006 à 2020, avec en parallèle une baisse du nombre de lits en réanimation et des dizaines de milliers de personnels soignants en moins, nous serions dans une autre situation.

Pour masquer cet assassinat délibéré du service public, le Président de la République en appelle à « *l'Union nationale* » autour de sa personne. Et ils sont nombreux à se presser pour faire « *don de leur personne* » à l'Élysée. Il est loin d'être sûr que cela soit purement philanthropique et philosophique.

Par deux fois, la **Présidence de la République** (le 23 mars 2020 et le 21 avril 2020) a sollicité la Libre Pensée pour faire « *la convergence des forces spirituelles* » autour de sa politique par l'intermédiaire d'audioconférences avec les cultes. **Par deux fois, la Libre Pensée a dit Non.**

Ces audioconférences élyséennes sont donc la tentative de faire vivre cette « *transcendance* » de manière institutionnelle dans la République française, à l'instar de ce qu'ils font dans **l'Union européenne**. C'est là sans doute, la manière élyséenne de « *réparer le lien entre l'État et l'Église* » en tentant d'impliquer la **Libre Pensée** comme caution dans l'opération.

Mais avant de parler au petit peuple des clercs, des Obédiences maçonniques et des « *laïcs* », le Président de la République a eu un contact direct avec le pape, car selon l'adage, il vaut toujours mieux parler au bon dieu qu'à ses saints. Une fois **qu'Emmanuel Macron** fut oint et ayant eu l'autorisation papiste de parler, il s'est adressé « *comme un roi en ses Conseils* », comme au bon vieux temps de la Monarchie. On n'est pas proto-chanoine d'honneur du Latran pour rien.

La **Libre Pensée** n'entend pas aliéner son indépendance, sa « *liberté de comportement* » comme le disait notre regretté Président **Marc Blondel**, en se liant au char d'une *Union sacrée* de triste renommée.

Comment ne pas voir que l'opération « *Tous derrière mon panache blanc élyséen* » vise à camoufler l'énorme responsabilité des gouvernements successifs dans les ravages de cette pandémie ? On ne cesse de nous parler du « *jour d'après* », mais les jours qui nous intéressent sont ceux d'aujourd'hui, et comme « *les promesses n'engagent que ceux qui y croient* », on nous permettra de regarder tout cela de loin avec une certaine ironie.

La Libre Pensée ne saurait donc cautionner une opération de camouflage des responsabilités gouvernementales.

En s'en prenant ouvertement aux acquis ouvriers, sociaux, démocratiques, laïques et à la jeunesse, le gouvernement entend imposer un monde d'exploitation et d'obscurantisme, tout dévoué au patronat et à l'Église catholique.

***Quand on ressort les vieilles lunes du corporatisme
et du bonapartisme sénile***

La presse vient de faire état d'une « *information* » qui rappelle de vieux souvenirs : pour **Patrick**

Bernasconi, Président du Conseil économique, social et environnemental (CESE), « Dans l'après-crise, il faudra davantage s'appuyer sur les corps intermédiaires, les territoires et la démocratie participative. »

Dans un long entretien avec Acteurs publics, il salue la solidarité qui s'exprime aujourd'hui face aux conséquences de la crise sanitaire. Elle témoigne, dit-il, de la volonté des citoyens d'être davantage partie prenante de la décision publique. Mais cette citoyenneté doit être "structurée et organisée", estime Patrick Bernasconi, qui souligne le rôle que pourra jouer le CESE dans l'après-crise. Il estime nécessaire, "le moment venu", le retour de la révision constitutionnelle pour "donner un élan et une force" à cette instance. »



Transformer le **Conseil Economique et Social** en « chambre des corporations, des métiers et des compétences », façon « Charte du Travail » relookée, et pour cela faire une réforme constitutionnelle, cela avait été le choix du général **de Gaulle** en 1969. On sait comment cela s'est terminé. On sait aussi que quand l'Histoire bégaie et repasse les mêmes plats, la deuxième fois, on sombre dans le grotesque.



La **Commune de Paris** a dressé l'ébauche prometteuse de mesures sociales qui se sont concrétisées plus tard dans le **Code du Travail**. Etre fidèle au combat des *Communards*, c'est être aux côtés de tous ceux qui, salariés, lycéens, étudiants, jeunes, refusent que l'on détruise ce qui a été construit par nos aînés pour un monde meilleur et plus éclairé.

Être fidèle à la **Commune de Paris**, c'est refuser « l'union sacrée » et défendre les acquis sociaux, syndicaux, démocratiques et laïques.

Tel est le combat de la Libre Pensée
Ni dieu, ni maître ! A bas la Calotte et vive la Sociale !

Christian Eyschen, Secrétaire général de la Libre Pensée

Arrière-petit fils d'**Alfred Eyschen**, Membre du 34^{ème} Bataillon de la Garde fédérée de la **Commune de Paris** (Clichy-Batignolles). Arrêté le 26 juin 1871. Arrivé au dépôt de Versailles le 28 juin. Incarcéré le 6 juillet sur *l'Iphigénie* (N°154). Transféré le 12 octobre au Château d'Oléron (N°519). Dirigé le 21 janvier 1872 sur la prison militaire de ST-Germain en Laye

Source : *L'internement des prévenus de la Commune au bagne de Rochefort (1871-1872)* par **Louis Bretonnière** et **Roger Pérennes**. Edité par le Conseil Général de la Charente-Maritime et l'Université Inter-Ages de Nantes (Edition de 1995)

Mur des Fédérés, le 1^{er} mai 2020



Dessin de TARDI